

L'Union pour la Méditerranée: une chance pour les riverains?

LE 4 AVRIL, L'ASSOCIATION DES FEMMES ARABES DE LA PRESSE ET DE LA COMMUNICATION, L'OBSERVATOIRE D'ÉTUDES GÉOPOLITIQUES (OEG) ET L'IPSE ONT ORGANISÉ UN DÉBAT AU SÉNAT, À PARIS, SUR LE THÈME: "L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE: UNE CHANCE POUR LES RIVERAINS". CE DÉBAT, PRÉSIDÉ PAR LE SÉNATEUR CHRISTIANE KAMMERMANN, A RÉUNI DE TRÈS NOMBREUX DIPLOMATES, HAUTS FONCTIONNAIRES, OFFICIERS GÉNÉRAUX, UNIVERSITAIRES, EXPERTS ET JOURNALISTES.

M Alain Leroy, ambassadeur en charge de l'Union pour la Méditerranée auprès de la présidence de la République; l'ambassadeur du royaume du Maroc, Fathallah Sijilmassi; Zeina el-Tibi présidente de l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication (AFAPCOM); le recteur Michèle Gendreau-Massaloux, le docteur Charles Saint-Prot (OEG) et Emmanuel Dupuy (IPSE) ont successivement pris la parole.

Zeina el-Tibi, qui a récemment publié dans *La Revue du Liban* un long entretien avec Henri Guaino, conseiller spécial du président Sarkozy, a souligné à quel point le projet français d'Union pour la Méditerranée (upm), ne laisse pas indifférent et a insisté sur le grand espoir mais, aussi, sur les questions que ce projet suscite chez les peuples de la Méditerranée.

L'ambassadeur Alain Leroy a rappelé que le projet vient d'une impulsion du président de la République française, Nicolas Sarkozy parti d'un constat: tandis que depuis 1989, l'Union européenne s'est beaucoup étendue à l'Est, elle a négligé son Sud. Le premier objectif du projet est donc de remettre la Méditerranée au centre du jeu. M. Leroy a rappelé les paroles du président Sarkozy: "La Méditerranée n'est pas notre passé; elle est notre futur".

TOUS LES PAYS RIVERAINS SONT CONCERNÉS

Le périmètre de cette union a été déterminé: tous les pays riverains de la Méditerranée sont concernés, auxquels il faut ajouter la Mauritanie et la Jordanie, ainsi que l'ensemble des pays de l'Union européenne et la Ligue

arabe. Tout le monde devrait se retrouver au sommet de Paris pour le lancement du projet, les 13 et 14 juillet.

Alain Leroy s'est félicité de l'implication dans le projet de grands pays du sud de la Méditerranée, notamment le Maroc, la Tunisie et l'Égypte. Il a affirmé qu'il existe une très forte attente de la part de tous les pays concernés. Cet espoir est d'autant plus fort, que le processus de Barcelone n'a pas



M. Alain Leroy durant son intervention.

atteint ses objectifs. A la différence du processus de Barcelone, l'Union pour la Méditerranée ne sera pas guidée par la Commission européenne et elle respectera l'égalité des pays dans la construction d'un projet commun. Il a, également, énuméré plusieurs projets concrets: la dépollution de la Méditerranée, l'accès à l'eau potable et le développement des systèmes d'irrigation, le développement d'autoroutes maritimes pour développer le commerce, la multiplication de l'énergie photovoltaïque pour augmenter l'accès à l'électricité, favoriser la recherche, la formation professionnelle, la coopération dans le domaine de la sécurité civile. Concernant la recherche, l'idée a été émise de la création d'un Institut méditerranéen de la recherche scientifique.

Mme Michèle Gendreau-Massaloux a, pour sa part, insisté sur le développement de la formation professionnelle et qualifiante. Elle a, aussi, mis l'accent sur la coopération dans le domaine universitaire et de la recherche. Pour financer l'ensemble des projets, les fonds communautaires seront, certes, utiles, mais d'autres bailleurs de fonds seront sollicités, comme la Banque islamique de développement, la Banque

africaine de développement, le secteur privé ou les pays du Golfe arabe qui pourront être partenaires. D'autant plus que le Conseil de coopération du Golfe arabe sera invité comme observateur.

SIJILMASSI: PROJET COMMUN À TOUS LES PAYS MÉDITERRANÉENS

M. Fathallah Sijilmassi, ambassadeur du Maroc, a souligné qu'il ne doit pas exister une

assurance la promotion des projets sur lesquels nous allons travailler ensemble, nous faisons le pari de créer les conditions les plus favorables à une évolution vers la paix". M. Sijilmassi a ajouté que l'objectif du projet est éminemment politique. Prenant l'exemple de la Palestine, il a déclaré: "Nous sommes là aussi pour faire en sorte, je vous le dis avec force et en tant qu'ambassadeur du Maroc, que ce ne soit pas l'Autorité palestinienne qui soit membre de cette union, mais l'Etat palestinien".

SAINT-PROT: PRIVILÉGIER LE VOLET CULTUREL

Le Dr Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques, a insisté sur le fait qu'il ne faut pas perdre de vue les volets politique et culturel. Il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour aider à résoudre les conflits qui déstabilisent la Méditerranée, en particulier le conflit algéro-marocain sur le Sahara marocain, la crise du Liban et la question nationale palestinienne. La solution de ces crises doit être un objectif prioritaire si l'on veut instaurer un climat serein dans la région: "Comment pourra-t-on avancer durablement si les frontières algéro-marocaines restent fermées? Si le Liban ne retrouve pas sa stabilité? Si le peuple palestinien reste sans Etat?".

Par ailleurs, Charles Saint-Prot a souhaité que le volet culturel soit privilégié, afin d'aider à construire le nécessaire dialogue des civilisations qui doit reposer sur des actes concrets, de façon à renouer entre le Nord européen et le Sud musulman de la Méditerranée, une relation forte et solide autour d'objectifs communs et pour la politique de civilisation dont le monde moderne a grand besoin.

Constatant qu'il ne reste que quelques mois avant la mise en chantier de ce vaste projet, dont la vocation est de privilégier la coopération à tous les niveaux, M. Emmanuel Dupuy a présenté les hypothèses les plus probables concernant la répartition des rôles: on parlerait d'une coprésidence franco-égyptienne, de secrétaires généraux espagnols et italiens et d'un siège du secrétariat général en Tunisie. M. Alain Leroy a souligné que rien n'est encore décidé, si ce n'est que la France souhaite que le secrétariat soit situé dans un pays du Sud. ■

P.H.